

influenza aviaire 22 foyers confirmés



influenza aviaire 22 foyers confirmés

À la date du 18 janvier, selon le ministère de l'agriculture la France compte 303 foyers d'influenza aviaire hautement pathogène confirmés par le laboratoire national de référence (LNR) de l'ANSES.

Ces foyers se répartissent ainsi : 291 foyers en élevage dans le Sud-ouest dont ; 243 dans les Landes, 23 dans les "Pyrenees Atlantique, 22 dans le Gers et 3 dans les Hautes Pyrenées et 12 cas hors Sud Ouest

Il a été par ailleurs enregistré 9 cas parmi la faune sauvage

Rappel

Le ministère de l'agriculture rappelle qu'il convient de garantir la biosécurité dans les élevages. Des aides sont prévues à cet effet dans le Plan de relance." L'État sera présent aux côtés des éleveurs concernés ; leurs pertes seront compensées dans le respect des réglementations européenne et nationale". Un dispositif d'acompte pour compenser la valeur des animaux abattus est d'ores et déjà en place.

Sud-ouest : mesures en vigueur dans la zone règlementée

Face à un virus extrêmement contagieux entre oiseaux cette année, les élevages de volailles doivent être dépeuplés rapidement dans un rayon de 5 km, et les mouvements interdits dans un rayon de 20 km.

Sur la base d'un avis rendu le 7 janvier par l'ANSES, les mesures supplémentaires suivantes ont été prises :

- Les abattages préventifs pratiqués précédemment sur un rayon de 3 km autour des foyers le seront dorénavant sur 5 km. Ils concerneront dans le 1er kilomètre tous les oiseaux d'élevage et de basse-cour, et pour les 4 km suivants l'ensemble des palmipèdes et les autres volailles quand elles ne sont pas claustrées ;
- Les capacités d'abattage vont être significativement augmentées grâce à la mobilisation du prestataire mandaté par l'État, à celle des vétérinaires sanitaires ainsi qu'à la réquisition d'abattoirs supplémentaires ;
- La zone de surveillance de 10 km autour des foyers pourra être étendue jusqu'à 20 km, avec interdiction de sortie et d'entrée de volailles (y compris pour repeupler un élevage qui a terminé son cycle de production). Ces restrictions seront réévaluées d'ici la fin du mois de janvier, à l'aune du bilan épidémiologique.

Un arrêté ministériel qui liste les communes dans lesquelles des abattages préventifs peuvent être ordonnés a été publié le 12 janvier au Journal Officiel. Il vise toutes les communes du Gers, des Landes, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées. Dans le département du Lot-et-Garonne, 11 communes limitrophes du Gers pourront faire l'objet d'une telle mesure. Sur cette base, les préfets pourront ordonner les abattages, au vu de la localisation des foyers, dans les communes et exploitations concernées.

Les capacités d'abattage ont été significativement augmentées avec la réquisition de 5 abattoirs situés sur les communes de Gibret (Landes), Montaut (Landes), Came (Pyrénées-Atlantiques), Maubourguet (Hautes-Pyrénées) et Castelnau d'Auzan (Gers).

Au 14 janvier, 1,116 millions de volailles (essentiellement des canards) ont été abattues dans le Sud-Ouest sur ordre de l'administration, suite à la détection de foyers ou de manière préventive.